

Paris, le 24 avril 1940.

S

Col.

Nm.
93

**INSTALLATIONS A USAGE PRIVE
SUR LE DOMAINE PUBLIC DU CHEMIN DE FER.**

ARTICLE 1^{er}. - Objet de la présente Note Générale.

La présente Note Générale a pour objet de préciser la procédure à suivre en ce qui concerne les autorisations d'installations à usage privé sur le domaine public du chemin de fer, en application de décisions de M. le Ministre des Travaux Publics en date des 19 février 1939 et 3 janvier 1940.

ARTICLE 2. - Modification et simplification de la procédure.

19.2.27
23.2.28

Conformément aux prescriptions de la Circulaire Ministérielle du 1^{er} mai 1923, complétant les circulaires des 28 octobre 1905 et 25 janvier 1918, des états trimestriels des autorisations d'installations à usage privé sur le domaine public du chemin de fer sont établis.

En vue de réduire au strict minimum l'intervention du Service du Contrôle, M. le Ministre des Travaux Publics a prescrit, par décision du 19 février 1939, que ces états trimestriels lui seraient directement adressés et seraient considérés comme approuvés si aucune observation n'était faite à leur sujet dans un délai de trois mois.

Des projets spéciaux devront toutefois être adressés au Directeur du Contrôle Technique dans les cas exceptionnels où les installations prévues pourraient réellement intéresser la commodité ou la sécurité du chemin de fer.

Par une nouvelle décision, en date du 3 janvier 1940, complétant celle du 19 février 1939 susvisée, M. le Ministre des Travaux Publics précise que les locations comportant une redevance annuelle inférieure à 40.000 frs devront simplement figurer sur les états trimestriels.

Il demande en outre que, pendant la durée des hostilités, les locations donnant lieu à une redevance comprise entre 40.000 et 200.000 frs soient soumises à son approbation dans le délai d'un mois après leur signature.

annexes.

En outre, les Régions adresseront les
général qui les fera parvenir à M. le
envoi.

Il figurera également les locations d'em-
ploi faites par la 1ère Division du
avant le modèle ci-annexé, en trois
).

us à fournir au Secrétariat Général les
entre 3.000 et 20.000 frs.

pendant la durée des hostilités.

Le Ministre, pendant la durée des
une redevance comprise entre 40.000
par le Secrétariat Général.

cet effet, deux copies des traités
leur signature, si l'affaire rentre
de l'Exploitation de la Région (conces-
originaux de ces traités lui sont trans-
l'autorité compétente.

porter la réserve suivante :
initif qu'après approbation de l'Admi-

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Région d

Etat des autorisations accordées à titre provisoire pendant le trimestre
de pour installations à usage privé établies sur le domaine public du
chemin de fer.

Circulaire ministérielle du 28 octobre 1905, modifiée les 25 janvier 1918,
1er mai 1923, 12 décembre 1926, 19 février 1939 et 3 janvier 1940.

Dressé par

Présenté par

[illegible]